d'industriels qui travaillent la laine, et qui tous l'ont prié de faire ses efforts pour aboutir à la suppression des marchés à terme. En ce moment, il y a, à Londres une vente de laines. Pour la première fois, les importateurs anglais ont dû laisser 150 millions de laine qui n'ont pas trouvé preneur. Si on ne vend pas les laines, que feront les établissements lainiers ?

M. Eugène Motte fait remarquer que M. Balsan fait des marchés à terme pour dix ans, et qu'il vend la laine de moutons qui ne sont pas encore nés.

M. Balsan, dit qu'il n'a jamais vu une situation semblable à celle qui se passe en ce moment à Londres, mais il reconnaît qu'on ne peut improviser en pareille matière, et, s'il vote dans le sens de la proposition de M. Mirman, ce n'est qu'à titre d'indication.

Le ministre du commerce. — En d'autres termes, vous me donnez raison et vous votez contre. (Rires).

M. Balsan dit que l'immense majorité du monde lainier désire la suppression du marché de Roubaix, car il y a dans le commerce, une stagnation qu'on n'a jamais vue. (Très bien, très bien.)

La clôture est demandée.

M. Henri Leygue le combat. La commission des marchés à terme, dont il est rapporteur, a délibéré. Elle demande le renvoi de la proposition de M. Mirman.

A la majorité de 327 voix, contre 192, sur 519 votants, le renvoi est ordonné.

La séance est levée à midi 15.

Séance de l'après-midi

La séance est ouverte à deux heures et demie, sous la présidence de M. Deschanel.

LA REVUE DE LONGCHAMPS

Le président communique à la Chambre une lettre du président de la République l'informant qu'une revue militaire aura lieu, le 14 juillet, à Longchamps. Des places seront réservées pour MM. les députés.

Elle adopte un projet intéressant la ville de Malo-les-Bains.

LES QUATRE CONTRIBUTIONS

L'ordre du jour appelle la discussion des quatre Contributions directes et la proopsition de loi de M. Graux relative à l'assiette de la contribution foncière sur la propriété industrielle bâtie.

Le prince d'Arenberg propose à la Chambre d'ajourner la discussion des quatre contributions au . juillet. (Protestations à l'extrême-gauche)

M. Devèse. — Voilà la manifestation prétorienne.

Le président. — Je vous rappelle à l'ordre.

M. Béton est également rappelé à l'ordre au milieu du bruit.

Le prince d'Arenberg. — Je n'obéis à aucun mobile politique, mais, en présence des évènements de Chine, j'estime que le gouvernement devrait être le premier à désirer de partager, avec la Chambre, la responsabilité des décisions à prendre. (Vifs applaudissements à droite et au centre).

La motion d'ajournement, mise aux voix, est repoussée par 317 voix contre 225.

Le gouvernement n'a même pas donné son avis.

INCIDENT

Pendant le scrutin, un léger incident se produit.

Un individu jette, d'une tribune, à droite, des feuilles de papier, qui viennent tomber sur MM. Plichon et Henri Cochin. Ces messieurs les ramassent et lisent, tandis que leurs voisins se pressent autour d'eux, par curiosité.

Le Président fait un signe. Bientôt l'on voit apparaître, dans la tribune, un huissier qui fait évacuer l'auteur de ce petit incident.

Déclaration de M. Lasies

INCIDENTS TUMULTUEUX

M. Lasies a la parole sur les contributions. En ce qui me concerne, dit-il, je viens faire de l'opposition bien nette au Gouvernement ; je m'étonne d'abord de ne voir, au banc du Gouvernement, que trois ministres, représentant les portefeuilles secondaires. (Rires.)

Le Président. — Il n'y a pas de portefeuille secondaire, quand il s'agit de l'intérêt de la Patrie.

M. Lasies. — Je ne vois, devant moi, ni le Président du Conseil, ni le Ministre de la Guerre, ni celui de la Marine.

M. de Baudry d'Asson. Ils sont allés chercher Dreyfus, pour en faire un ministre de la guerre. (Exclamations violentes à l'extrême-gauche.)

M. le Président. — Je vous rappelle à l'ordre.

M. Lasies. — J'ai cependant l'intention de passer tous les ministres en revue. (Rires.)

L'orateur propose de suspendre la séance dix minutes (Protestations à l'extrême-gauche) ; alors, je m'expliquerai quand même, dit-il.

Il s'adresse successivement à M. Leygues, à M. Caillaux et à M. Millerand, les trois ministres présents ; il reproche au ministre de l'Instruction publique, d'avoir oublié son programme d'autrefois, fait allusion aux projets déposés par lui, notamment aux projets déposés contre la liberté de l'enseignement. (Applaudissements à droite.)

Le ministre des finances, lui, a déposé un projet d'impôt sur le revenu. Ce projet n'est même pas complet.

Quant à M. Millerand, il est, par excellence, l'homme des palinodies. Il oublie toutes ses promesses d'antan. Pourquoi ne demande-t-il pas la discussion de tant de lois que le pays attend, et, bientôt, de lois ouvrières ? (Vifs applaudissements à droite et au centre. L'extrême-gauche est visiblement gênée.)

M. Coutant hurle, debout. — C'est vous, par vos interpellations qui nous empêches de discuter les lois ouvrières. (La droite le coupe longuement. Agitation.)

M. Lasies. — Vous savez bien que j'ai toujours voté vos amendements pour les ouvriers ; demandez qu'on mette à l'ordre du jour le projet sur les retraites ouvrières, et je vote avec vous. Applaudissements et rires à droite. Bruit à l'extrême-gauche.)

M. Lasies prend maintenant à partie M. de Lanessan ; il lui reproche d'acheter des bateaux à l'étranger et des bateaux défectueux. Une fois de plus, je regrette, dit-il que le ministre de la guerre ne soit pas là ; je voulais lui dire qu'il est en train de désorganiser la défense nationale et l'armée (Violentes clameurs à l'extrême-gauche.)

Le Président du Conseil a fait, au Sénat, un discours dont le Sénat a encore voté l'affichage, et où il cherche à excuser son ministre de la guerre ; il a trouvé un « distinguo » ; ce n'est pas désorganiser l'armée, a-t-il dit, que de déplacer trois officiers.

C'est comme si Deibler disait à ses victimes : De quoi vous plaignez-vous ; je ne vous coupe que la tête. (Vifs applaudissements et rires à droite et au centre. Huées violentes à l'extrême-gauche.)

L'orateur poursuit, en parlant du président du Conseil et du ministre de la guerre. Les socialistes l'interrompent violemment ; à plusieurs reprises, le président le rappelle à la question.

M. Lasies. — Vous soutenez ces messieurs de l'extrême gauche, vous verrez qu'ils ne voteront pas pour vous l'an prochain. (Rires à droite.)

Le président, très rouge. — Je suis au-dessus de pareils sentiments. (Agitation.)

M. Lasies. — Le général André a commis un crime de lèse-patrie. (Protestations frénétiques.) Je regrette qu'il ne soit pas là pour le lui dire en face. (Bruit.)

En frappant le général Jamont, il a violé, une fois de plus, la loi et le réglement. A cette occasion, il a donné lecture, à la tribune, d'une lettre confidentielle.

L'extrême gauche ne cesse de vilipender l'orateur et cherche à l'empêcher de parler.

Le président. — Vous entrez dans une interpellation déguisée.

M. Lasies. — Si l'on ne peut plus critiquer les ministres, je n'ai qu'à m'en aller. (Bruit.) Je ne voterai donc pas les quatre contributions, parce qu'il y a au ministère de la guerre un homme qui désorganise l'armée.

Quant à la présidence du conseil, elle est occupée par un homme qui, hier encore, recevait la bénédiction spéciale de notre Saint-Père le Pape. (Rires et applaudissements à droite.) Ce qui ne l'empêche pas de venir combattre ici le droit des catholiques. (Nouveaux applaudissements, hurlements à l'extrême gauche).

On peut éviter dans ces conditions, de donner au président du conseil les moyens de gouverner en l'absence du Parlement, quand on voit un homme qui a complètement renié son passé politique, qui a poignardé ses amis dans le dos. (Salves d'applaudissements ; clameurs à l'extrême gauche.)

Le président. — Je ne puis admettre de semblables expressions ; je vous rappelle à l'ordre.

M. Lasies. — Je dirai si vous le voulez : « En frappant ses amis dans le dos. » (Bruit.) On peut se demander à quel mobile il obéit et comment il a pu mettre la main dans celle de M. Millerand, qui, lui, par un phénomène non moins inquiétant, se trouve représenté aujourd'hui au bourgeoisisme dans sa plus complète expression. (Applaudissements répétés à droite et au centre. Protestations, cris divers à l'extrême gauche.)

Le président. — Je vous invite, de nouveau, à rester dans la question.

M. Lasies. — Il n'est pas superflu de scruter un peu la pensée de ce bourgeois devenu un démagogue et de démagogue devenu un bourgeois. (Tumulte.)

Le président. — Je ne puis vous laisser faire des personnalités.

M. Lasies. — Le président du conseil a dit aux ouvriers qu'ils pouvaient faire valoir leurs droits, et, quand ils l'ont fait, il leur a envoyé des coups de fusil (Applaudissements. — Violentes exclamations diverses à gauche).

Le président, au milieu du tumulte presque incessant, invite encore l'orateur à rester dans la question et le menace du règlement.

M. Lasies. — Puisque j'ai à lutter ici contre l'intolérance générale, y compris celle du président, je me bornerai à déclarer pour en finir, que je ne voterai pas les quatre contributions, parce que nous avons un ministre de l'intérieur qui s'affuble du masque de Cromwelle (Exclamations à gauche); qui gouverne pour une coterie, qui n'est qu'un agent d'affaires au pouvoir. (Applaudissements à droite. — Hurlements à l'extrême gauche)

Cris : « La censure ! »

Le président. — Je vous rappelle à l'ordre avec inscription au procès-verbal. (Tumulte).

M. Lasies. — Je ne voterai pas les quatre contributions parce que nous avons un ministre de la marine qui trahit notre industrie nationale au profit de l'étranger. (Nouveau tumulte; cris répétés : « La censure ! »

M. Lasies poursuit et dit avant que le président ait eu le temps de l'arrêter : « Parce que nous avons un ministre de la guerre qui désorganise la défense nationale et se fait le préparateur de la défaite. (Salve d'applaudissements à droite).

L'extrême gauche debout, invective l'orateur, le menace, les poings tendus vers lui.

M. Lasies. — Je répète que j'ai le regret qu'il ne soit pas là pour le lui dire en face ! (Violent tumulte)

Cependant, le président a saisi le règlement : « Je vous invite à retirer cette parole », dit-il, à l'orateur. Les socialistes hurlent : « La censure ! La censure ! »

M. Lasies, frappant avec force la tribune. — Vous alles me retirer la parole ; mais je dirai d'abord ce que j'ai à dire. Nous avons pour ministre de la guerre un général qui a déchiré la loi comme Bazaine avait déchiré le drapeau.

Puis il regagne sa place au milieu d'un tumulte indescriptible. L'extrême gauche tout entière le poursuit de ses cris. La droite lui fait une ovation. Ses amis le félicitent vivement.

Le président insiste pour qu'il retire ses paroles. M. Lasies s'y refuse. Le président le menace des peines pécuniaires du réglement (Exclamations).

M. Lasies. — Si vous avez recours à cette menace, je retire d'autant moins mes paroles (applaudissements à droite).

Le président le rappelle à l'ordre avec inscription au procès-verbal (Tumulte prolongé.)

La discussion générale est close.

Contre-projet

M. Magniaudé soutient un contre-projet ; il demande la suppression de l'impôt sur les portes et fenêtres, qui est, en réalité, supprimé depuis 1892, et qu'on perçoit toujours. On le remplacera par l'impôt sur le revenu.

Depuis deux ans, la Chambre n'a fait aucune des réformes promises ; pour moi j'aurai honte de reparaître devant mes électeurs. (Très bien, très bien.)

M. Rousse. — Nous dirons aux nôtres, que nous avons soutenu un Gouvernement qui défendait la République. (Exclamations ironiques. Applaudissements.)

M. Massabuau. — Nous sommes ici pour travailler.

M. Rousse. — C'est travailler que de défendre la République. (Nouvelles exclamations ironiques.)

M. Lasies. — C'est quelquefois pénible, en effet. (Rires.)

M. Magniaudé. — La meilleure façon de la défendre c'est de tenir les promesses faites et de faire des réformes. (Vifs applaudissements.)

M. Puech. — La défense républicaine est un prétexte commode pour ceux qui ne veulent rien faire. (Nouveaux applaudissements. Violentes protestations à l'extrême-gauche.)

M. Guillain, rapporteur, repousse le contre-projet.

La Chambre renvoie à la Commission de l'impôt sur le revenu, le contre-projet de M. Magniaudé, par 426 voix contre 121, puis une proposition de M. Astier, décidant qu'il sera établi un impôt sur le revenu à partir de 1902.

Un amendement de M. Holts est repoussé par 468 voix contre 76.

A la demande du rapporteur général, la Chambre prononce la disjonction des patentes, un projet de loi les concernant étant soumis en ce moment à l'examen du Sénat.

Le comte d'Aulan demande, au ministre des Finances, où en est l'évaluation du revenu net de la propriété non bâtie. Cette loi, votée par le Sénat en 1899, fut renvoyée à la Commission du budget en 1900.

L'orateur réclame la distribution du rapport et la discussion dès la rentrée. (Très bien, très bien.)

Le ministre des finances reconnaît l'intérêt de la question, il promet que le rapport sera distribué à la rentrée.

Les articles

Les articles 1 et 2 sont adoptés. La Chambre adopte un amendement à l'article 3, de M. Fouquet accordant un délai d'un an de plus aux contribuables pour réclamer contre les évaluations de la révision décennale.

Après un échange d'observations entre M. Henri Boucher et le ministre, l'article 3 est adopté.

M. Deschanel se fait remplacer au fauteuil par M. Cochery.

La Chambre repousse divers amendements de MM. Rivals, Jonnart. L'article 19 est adopté.

M. de Baudry d'Asson. — Je tiens à déclarer que, je ne voterai pas le projet parce que le budget de la République n'est pas le budget de la France. (Applaudissements à droite. Vociférations à l'extrême-gauche.)

M. Millevoye. — Pour ma part, je tiens à constater que, aucun des ministres, sauf celui des Finances, ne s'est donné la peine d'assister à cette discussion ; aucun n'est venu ici nous fournir d'explications, nous indiquer les points sur lesquels une amélioration est possible, nous dire ses vues pour le prochain budget. (Applaudissements. Protestations violentes à l'extrême-gauche.) Ce budget est encore un budget d'attente ; ce n'est pas ce que veut le pays. La Chambre n'a rien fait depuis deux ans ; elle n'a tenu aucune de ses promesses. (Vifs applaudissements sur plusieurs bancs. L'extrême-gauche conspue l'orateur.)

Adoption de l'ensemble du projet

L'ensemble du projet est adopté par 502 voix contre 34.

MM. Drumont et Charles Bernard ont déposé une demande d'interpellation. La date en sera fixée quand les ministres compétents seront là.

Le projet et le rapport sur la Chine sont déposés.

Demain, séance à deux heures ; la séance est levée à huit heures.

SÉNAT

Séance du lundi 9 Juillet 1900

Présidence de M. Fallières, président

La séance est ouverte à deux heures un quart.

Le président communique un avis de la présidence de la République, qui informe les sénateurs que des places leur seront réservés à la revue du 14 juillet.

Le Sénat vote, après avoir ordonné l'urgence et la discussion immédiate, le projet apporté par M. Delcassé et appuyé par M. Magnin, président de la commission des finances, qui accorde des récompenses extraordinaires à l'occasion des événements de Chine.

LA DEFENSE DU LITTORAL

M. Bisseuil pose une question au ministre de la guerre au sujet de la situation presente de la défense des côtes. Après avoir rappelé qu'au moment des incidents de Fachoda, le ministère de la guerre dut faire soudainement d'immenses efforts pour mettre notre littoral à l'abri des insultes, M. Bisseuil demande si depuis lors on a continué à remédier à l'insuffisance de nos préparatifs

M. le général André, ministre de la guerre. — Je ne puis entrer ici dans aucun détail d'organisation. Je me tiens, en revanche, à la disposition de la commission de l'armée pour lui donner les explications qu'elle croirait devoir me demander. (Très bien !) M. Bisseuil a raison de se préoccuper de la défense des côtes. C'est une question que personne ne doit perdre de vue.

Le Sénat vote encore un projet relatif à la commune de Malo-les-Bains et s'ajourne à demain, mardi, dix heures du matin.

LES ÉVÈNEMENTS de Chine

L'espoir d'apprendre que les ministres étrangers et beaucoup d'Européens ont échappé aux insurgés de Pékin a grandi encore. Nous avons des nouvelles assez précises du 3 juillet. Deux légations subsistaient, où les Européens s'étaient réfugiés et que défendaient encore avec succès les détachements. Il semble, d'ailleurs, que la guerre civile a détourné la fureur des assaillants. Le prince Cheng aurait fait une contre-révolution et le féroce Tuan ne serait plus le maître. On commence à espérer que les plus grands dangers sont passés.

Cependant il ne faut pas trop se fier aux dépêches optimistes.

Le mieux est de se tenir au milieu des deux extrêmes et, tout en exigeant la confirmation des mauvaises nouvelles pour y croire, de ne point se bercer de la vaine illusion que les étrangers sont en sûreté à Pékin. On ne pourra être sans crainte à leur sujet que lorsque le corps expéditionnaire les aura délivrés. Mais d'ici lors il s'écoulera bien près d'un mois, en admettant que les choses aillent toutes seules, c'est-à-dire que le Japon mobilise et transporte en Chine avec une rapidité foudroyante les 20.000 hommes qu'il a promis et que les alliés ne rencontrent pas trop d'obstacles dans leur marche sur Pékin. Ce sera un mois d'attente terrible et l'on se demande avec anxiété ce qui se passera entre temps à Pékin.

Les légations

Le « New-York Herald » publie une dépêche de son correspondant de Shanghaï, disant qu'en dépit des nouvelles venues de source chinoise relatant que les légations tenaient encore à Pékin, le 2 juillet, personne n'y croit.

Au sud du fleuve Jaune les vice-rois gardent l'engagement qu'ils ont pris vis-à-vis des consuls de rester inactifs et de protéger les étrangers. Cependant le général Lue-Huen-Liu a quitté Woochow pour le nord et il recueillera sur sa route 10,000 soldats qui sont enrôlés d'avance. Son intention connue est de se joindre aux Boxers à Pékin.

Une reconnaissance des troupes alliées. - Double assaut des Chinois contre Tien-Tsin. - Victoire des alliés.

Londres, 9 juillet. — Les journaux publient la dépêche suivante : Tien-Tsin, 9 : Les troupes alliées étant harcelées par les tirailleurs chinois, une reconnaissance a été faite par elles hier matin ; un détachement de Russes s'est avancé jusqu'à deux milles au nord et un autre détachement russe moins fort s'est dirigé sur le nord-est.

Par suite d'un malentendu entre les généraux, le gros des forces alliées qui devait soutenir ce mouvement, fut retardé ; l'avant-garde russe vigoureusement attaquée par les troupes chinoises de la ville indigène, réussit cependant à tenir bravement jusqu'à l'arrivée des renforts.

En même temps les Chinois avaient ouvert le feu sur la ville avec des pièces de canons postées sur les murs. La canonnade dura deux heures, mais ne fit pas grand mal. Tandis que l'attention des Européens était fixée par l'attaque du côté nord, une force considérable de Chinois pénétrait rapidement dans la ville du côté de l'est et arrivait jusqu'à cent yards du pont de bateaux situé près de la concession française. Cette partie de la ville était déserte ; les Chinois purent s'y établir et ouvrir un feu nourri en s'abritant soigneusement.

Ce pont était gardé par un détachement russe, avec des mitrailleuses. Les russes ripostèrent énergiquement et conservèrent leurs position jusqu'à l'arrivée de deux compagnies de leurs compatriotes. Les Chinois battirent alors en retraite, mais en continuant à tirer.

Les troupes des autres puissances, de leur côté, furent attaquées dans les positions protégées établies sur l'autre rive mais elles ne purent riposter au tir de l'ennemi qui était invisible.

Un correspondant de journal télégraphie de Tien-Tsin à la date du 6 juillet que les Chinois ont fait une nouvelle et vigoureuse attaque dans la matinée du 6.

Les troupes alliées ont riposté par le feu de trois pièces de marine du croiseur « Terrible », Puis, une troupe de 1.000 hommes a attaqué à son tour les Chinois qui ont été repoussés.

A une heure de l'après-midi, les Chinois avaient douze pièces de canon ; leur tir était très exact.

A CANTON

Dimanche, un meeting de bourgeois et de marchands a été tenu à Canton, dit le correspondant du « New-York Herald », et il a proclamé l'intérêt qu'il y avait à ne pas molester les étrangers et les chrétiens indigènes. Ceci indique que la paix y sera maintenue. Il y a chaque jour des exécutions de rebelles.

A TAKOU

Le chef de l'escadre allemande télégraphie de Takou, le 7 juillet :

« J'ai envoyé à Nagasaki, par un vapeur de l'escadre, les réfugiés allemands arrivés ici : 16 femmes, 9 enfants, 19 hommes.

« D'après une communication du 2 juillet, tous les blessés sont bien. La route par eau est la seule encore ouverte vers Tien-Tsin. »

Missions sauvées

Les Lazaristes de Paris ont reçu la dépêche suivante :

« Shanghaï, 7 juillet. — Espérons que confrères et sœurs de Tien-Tsin sont sauvés.

« De Pékin, silence complet, effrayant. »

— La dépêche suivante a été reçue d'un missionnaire protestant écossais :

« Shanghaï, 8 juillet. — Moukden, église, hôpitaux et maisons détruits. Missionnaires sains et saufs. »

Réponse du gouverneur de Tsing-Tan à l'empereur Guillaume

Le gouverneur de Tsing-Tan répond en ces termes à la note que l'empereur Guillaume avait fait adresser, par l'intermédiaire du commandant de l'escadre allemande aux vice-rois et gouverneurs :

« Jusqu'ici j'ai pris beaucoup de peine vainement aux Européens enfermés dans Pékin. J'ai cherché, à plusieurs reprises, à envoyer quelqu'un qui pût se renseigner ou leur porter secours, mais ce fut inutile.

» Maintenant, toutes les routes menant vers Pékin sont couvertes de rebelles ; aussi, il y a d'autant moins d'espoir à concevoir. Mais cependant, je resterai fidèle à mon devoir et ferai tout mon possible pour leur porter secours. »

L'action des puissances

Une dépêche particulière reçue de Canton annonce que Li-Hung-Cheng a télégraphié directement au ministre de Chine à Londres, lui enjoignant de demander au gouvernement britannique de faire des démarches auprès du gouvernement des Etats-Unis dans le but d'inviter le gouvernement japonais d'agir de concert avec ces deux puissances pour le maintien de l'empire chinois sur une base solide. Les trois puissances, agissant d'un commun accord, demanderaient ensuite l'appui de toutes les autres puissances.

La victoire des Russes et des Japonais confirmé

Londres, 9 juillet. — Une dépêche que l'« Agence Dalziels » vient de recevoir de Shanghaï confirme l'importante nouvelle reçue à Berlin, hier, et portant qu'une colonne partie de Tien-Tsin après celle de l'amiral Seymour, a infligé aux portes de Pékin, une défaite aux Chinois, leur tuant un millier d'hommes.

300 Chinois massacrés par les Boxers

Londres, 9 juillet. — Le correspondant du « Standard » à Shanghaï, annonce que Hou-Tung, précepteur du prince héritier, l'ennemi le plus résolu des étrangers, a été massacré par les Boxers, à Pékin, ainsi que son entourage, qui se compose de trois cents personnes. Hou-Tung voulait empêcher de commettre des actes de pillage.

MARCHÉS A TERME

ROUBAIX-TOURCOING. 9 Juillet. — Laine peignée, type courant. — Tendance soutenue.

20.000 sur août	à 4.925	190,000	— 4.85
5,000 —	4.95	20.000	— 4.875
25,000 sur septem.	à 4.95	45,000 sur janvier	à 4.825
40.000 sur octobre	à 4.95	30,000	— 4.85
5,000 —	4.975	20,000 sur février	à 4.80
40,000 sur novem.	à 4.85	25,000	— 4.825
5,000 sur décemb.	à 4.825	5,000	— 4.85

Total de la journée : 375,000 kilos.

ANVERS — Tendance calme. — Total : 353.000k.

TERME	LAINES PEIGNÉES Roubaix-Tourcoing Jour	Précéd.	ANVERS Jour	Précéd.	COTONS LE HAVRE Ouver.	Cl. M.
Juillet...1900	4.90 ./.	4.82 1/2	4.85 ./.	4.55 ./.	69 75	
Août	4.92 ./.	4.87 1/2	4.57 1/2	4.55 ./.	66 50	
Septembre	4.95 ./.	4.92 1/2	4.60 ./.	4.57 7/8	65 12	
Octobre	4.85 ./.	4.92 ./.	4.62 1/2	4.62 1/2	64 37	
Novembre	4.87 ./.	4.87 1/2	4.63 ./.	4.62 1/2	59 62	
Décembre	4.85 ./.	4.85 ./.	4.65 ./.	4.62 1/2	57 43	
Janvier..1901	4.82 ./.	4.82 1/2	4.65 ./.	4.62 1/2	56 25	
Février	4.82 ./.	4.82 1/2	4.65 ./.	4.62 1/2	55 70	
Mars	... ./.	.... ./.	4.65 ./.	4.62 1/2	55 37	
Avril	.... ./.	.... ./.	4.65 ./.	4.62 1/2	55 50	
Mai	.... ./.	.... ./.	4.65 ./.	4.62 1/2	55 ..	
Juin	.... ./.	.... ./.	4.65 ./.	.... ./.	54 87	

LA LAINE A LONDRES

Londres, 9 juillet, 7 heures 40 soir.

Messieurs Windeler et Cie, Thomas et Cook, et Helmuth Schwartze et Cie, ont offert ce soir 7.000 balles dont 2.000 de croisés et 200 de Cap ; les enchères sont très animées les genres mérinos fabrique, sont très recherchés ; la tendance du marché est légèrement en hausse. Les Anglais et les Allemands sont les principaux acheteurs.

MOUVEMENT MARITIME

Lainier, liner et cotonnier

Le steamer français « Carolina », porteur de 1200 balles laines pour Roubaix-Tourcoing chargée à Montévidéo, est passé à Ténériffe, le 4 juillet; attendu à Dunkerque le 10/11 juillet.

Le steamer français « Matapan », porteur d'une partie laine, chargée à Montévidéo pour Roubaix-Tourcoing, est arrivé le 9 juillet à Anvers ; attendu à Dunkerque vers le 12 juillet.

Dernières nouvelles régionales

UNE REUNION NATIONALISTE A LILLE. — Le Comité républicain a tenu une réunion, samedi, 7 juillet, sous la présidence de M. Lernould. Le conférencier, M. Maurice Pouthière, traitait comme sujet : « De l'action nationaliste ». A l'issue de la séance, un ordre du jour félicitant M. Lasies d'avoir affirmé, à la tribune française, malgré tout, les sentiments des patriotes qui refusent de subir la tyrannie des Loges et de la Haute Banque a été voté. Une quête, faite à la sortie, pour l'affichage de la lettre de démission du général Jamont, a produit une somme de vingt francs, qui sera versée à la « Libre Parole ».

DISPARITION D'UN BANQUIER A LILLE. — Un banquier des environs de la place est disparu depuis le mercredi 4 juillet. De nombreux créanciers se sont présentés, ces jours derniers, mais est trouvé porte close. Les bruits les plus divers courent sur cette disparition.

Chronique Locale

ROUBAIX

Ce numéro comprenant six pages ne doit être vendu que CINQ centimes

UNE REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL. — L'ordre du jour de la réunion du conseil municipal, qui se tiendra, le vendredi 13 juillet, a été modifié. En voici la nouvelle rédaction :

Ordre du jour : Ouverture de la session ; nomination d'un secrétaire.

Communications de l'administration : 1. Communication de diverses lettres de remerciements. 2. Tribunal de commerce; réunion de la liste des électeurs; formation de la commission. 3. Postes et Télégraphes; création de nouveaux emplois de facteurs de ville à Roubaix; lettre de M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes. 4. Id.; bureau des Postes et Télégraphes de Roubaix-Sainte-Elisabeth; expiration du bail; lettre de M. le Directeur des Postes et Télégraphes du Nord. 5. Ecole Nationale des Arts Industriels; bibliothèque et collection d'échantillons; lettre de MM. Homo et Cie. 6. Ecole primaire supérieure; retraite de Mlle Coulbaux, directrice. 7. Caisse des écoles; excursion à la mer pour les élèves qui obtiendront le certificat d'études. 8. Police; fourniture des effets d'habillement et des képis au personnel de la police; réception définitive. 9. Hospices; compte administratif de 1899; état des sommes irrécouvrables sur l'exercice 1900; budget additionnel pour 1900; avis du Conseil municipal. 10. Logements insalubres; homologation de rapports. 11. Cultes; projet de vente par le Conseil presbytéral de Roubaix et le Consistoire de Lille de divers immeubles leur appartenant; enquête; avis du Conseil municipal. 12. Sapeurs-pompiers; renouvellement des uniformes; demande de M. le capitaine-commandant. 13. Id.; réclamation de M. Geenens; demande en autorisation de défendre. 14. Ecole de natation; modification au tarif. 15. Id.: fourniture de caleçons; marché. 16. Service des eaux. Distribution d'eau potable. Emprunt complémentaire. 17. Id.; construction du réservoir du Mont-des-Bonnets; ressources. 18. Id.; construction du réservoir du Mont-des-Bonnets; fourniture de fonte pour tuyauterie et de robinets-vannes; cahier des charges. 19. Id.; règlement de fournitures de tuyaux de fontes faites par la Société des Hauts-Fourneaux de Pont-à-Mousson. 20. Bâtiments communaux; chauffage; fourniture de combustible aux établissements communaux: marché de gré à gré. 21. Id.: assurances contre l'incendie; avenants d'augmentation: approbation. 22. Service vicinal; projet de budget pour l'exercice 1901. 23. Id.: ouverture d'une nouvelle route départementale entre Lille, Roubaix et Tourcoing; rapport de MM. les agents-voyers; avis du Conseil municipal. 24. Voirie municipale; boulevard de Fourmies; prolongement;

réception définitive. 25. entre la rue St-Louis de pavage; réception d triques; actions intent et Cie. 27. Id.; voitur en vue d'un marché de Id.; éclairage public; clairage Denayrouse; Roubaix; construction le-Duc; projet. 30. Id. tion d'un terrain pour chemin d'intérêt comm sement ; fixation des a 32. Voirie municip entre la rue Lavoi fixation des alignem tion de terrains; MM deputte. Ch. Vanvelt C. Descat. H. Drub de terrain; MM. Mott à faire connaître et r mande d'émission de mande de bourse en l'Ecole Nationale des Id.; demande de bou sourd-muet. 39. Id.; de Gymnastique « l'A side par le Cercle m mande de subvention Bourses de l'Etat; E demande en faveur d Ecole de Cluny, des avis du Conseil muni taires en activité de dans leurs foyers en du Conseil municipal être dispensés d'une torianx demandant à ciers.

Rapports des Comm du Maire et compte Baillieul. 2. Budget lieul. 3 Etablissemen la Chambre de Com Entrepôts et Magasin cret autorisant la Ch 4. Téléphones: circu proposition du Sous S légraphes (M. Watte de douane sur les cha Motte (M. Wattremez

Serépel: autorisati Mont-de-Piété; compt l'exercice 1899: budg Conseil municipal communaux; Hôtel-D des galeries (M. Bail de la rue de Rome; p ché de gré à gré (M. du Sartel; rigole à ci corps (M. Hespel). 1 ventions; cahiers des pices: demande d'aut Conseil municipal (M exemption des treize compagnies régulière 14. Cultes: culte réfo teurs auxiliires; avis Waerebeke). 15. Ta du Conseil municipa subsides; demande d baix pour envoi de d (M. Derève). 19. I trousseau en faveur de l'Institution des Carpentier).

Promotions de M Exposition universell position de M. Jules

LES RESULTA LA COMPAGNIE DE ROUBAIX-TO à l'« Officiel » les Compagnie nouvelle coing pendant l'ann La longueur réell était de 30 kilomè ploitée pendant l'a penses d'établisseme à 3.721.295 francs. les recettes ont été 537.307 fr., soit un recettes par kilomè dépenses de 16.793 fr. Le rapport des de 54 % et les recet Pendant l'année tion avaient été les Longueur réelle longueur moyenne d'établissement au recettes, 913.968 fr net, 412.625 fr. : re dépenses, 16.172 fr. des dépenses aux kilomètre 81 fr.

UNE FETE DE C SIONNAT SAINT- Pensionnat Saint-L fête de gymnastique du soir. En voici le

Première partie : filé avec musique ; 2 que ; 3. travail aux l'harmonie ; 5. assau d'ensemble vec barr cices de bâton ; 8. p Dubar.

Deuxième partie : nie ; 2. mouvement fantaisie par l'harm 6. course en section chausson ; 8. valse final.

La musique sera d les exercices de gym crime par M. Lorre

COMITE ROUB TERRE-SAINTE. — lerins de Terre-Sain tions de grâces jeud précises, en la chap pour l'heureux reto Jérusalem.

Après la messe, u parloirs du Carmel, faite sur le recent

UN COMMENC PIERRE MOTTE. s'est déclaré, dundi dans la case de M lier, rue Pierre Mot

Des passants, ava nèrent l'éveil, et b pieds. Les pompier pas non plus arriv la cave. En peu d feu. Une grande p

FEUILLETON D

LA FEE

par P

DEU

I

Mieux encore qu'il milieu d'une union si bien accueilli qu'i geant un jeune qui Comme les tausse lui étaient désagré arrivée d'une façon frère et sa sœur ne

Lorsqu'il pénétra d'abord deux femm chées sur un bébé q Emilienne sérieuse, que si elle jouait à Kerneric, qui venai corsage encore entr'o bées qu'elles ne rem

Mais la grosse voix de suite, avec une n

3e ÉDITION

DERNIÈRE HEURE

DE NOS CORRESPONDANTS PARTICULIERS ET PAR FIL SPECIAL

LES ÉVÉNEMENTS DE CHINE

LES LÉGATIONS A PÉKIN

Londres, 9 juillet. — L'amirauté a reçu un télégramme de l'amiral Bruce, en date de Takou, 7 juillet, confirmant qu'il y a des raisons d'espérer que le prince Tching avec son armée protège les légations de Pékin contre le prince Tuan et les Boxers. Le prince Tching est un Mandchou, grand chambellan de la Cour, membre du Tsung li Yamen.

LA DESTRUCTION DE LA LEGATION FRANÇAISE A TIEN-TSIN

On confirme de Tché-Fou au « Daily-News », que les Chinois ont de nouveau bombardé les concessions étrangères de Tien-Tsin ; deux officiers japonais ont été tués, un lieutenant anglais a été blessé. On confirme de Tien-Tsin au « Times », via Tché-Fou, 2 juillet, que la concession française est absolument en ruines et que trois Français ont été tués. Le correspondant du « Daily Express » à Shanghai dit que la fièvre scarlatine fait rage Tien-Tsin et que les troupes alliées devront probablement se retirer à Takou. De nouveaux renforts partiront demain de Takou pour Tien-Tsin.

NOS EFFECTIFS EN CHINE

Paris, 9 juillet. — Voici, d'après les chiffres fournis à la commission du budget, l'effectif total de notre corps expéditionnaire en Chine, y compris les forces déjà arrivées ou en route : Un général de division, deux généraux de brigade, 25 officiers d'état-major, 4 régiments d'infanterie, soit 7.400 hommes ; 8 batteries d'artillerie, soit 16.000 hommes; une section de génie, télégraphistes, infirmiers, en tout 200 hommes ; service administratif 23 hommes ; soit un effectif de 9223 hommes, plus 1.000 hommes de troupes de débarquement. On sait que le Gouvernement compte envoyer 15.000 hommes. C'est toujours le système de petits paquets qui prévaut.

LE COMMANDANT EN CHEF DU CORPS EXPEDITIONNAIRE FRANÇAIS

Paris, 9 juillet. — Ce n'est pas le général Dodds, mais le général Voiron, qui, d'après le « Figaro » de demain, serait désigné par le gouvernement, pour prendre le commandement en chef du corps expéditionnaire en Chine.

UN INCIDENT AU CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS UN BLAME AU PREFET

Paris, 9 juillet. — On parlait au Conseil municipal de la nomination d'une commission de surveillance des cours professionnels lorsqu'un gros incident se produisit.

M. Billan était à la tribune et se plaignait au nom d'une partie de l'assemblée que la nouvelle majorité voulait introduire dans la commission, les membres de la droite royaliste et impérialiste qui devaient en être exclus puisqu'ils ne sont pas républicains et que d'un autre côté, la majorité exclut les républicains avancés et les socialistes. M. Dausset avait répondu que cela était inexact et qu'en tout cas il n'avait pas à exclure les républicains avancés.

M. Gaston Méry, interpellé et provoqué par M. Billan, s'écria à trois reprises : « A bas les juifs ! » puis, interpellé de nouveau : « A bas le Gouvernement de honte ! ce Gouvernement d'opprobre ! ce Gouvernement du dreyfusisme et de Panama ! »

Le Préfet monta à la tribune et déclara que les paroles qui venaient d'être prononcées ne seront pas seulement rectoncées au Président de la République par son représentant, mais qu'elles seront également déférées au Parquet. Un tumulte indescriptible s'en suivit.

M. Gaston Méry réplique : « J'ai le droit de dire que le Gou